



Mai 2024

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS

BESOINS D'INVESTISSEMENT

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

La situation de trésorerie s'est légèrement détendue ces 3 derniers mois et continuerait de s'améliorer au cours des prochains mois.

L'indicateur d'évolution récente de la trésorerie progresse de 2 points sur le trimestre, ne conduisant toutefois pas à une amélioration du jugement sur le niveau actuel de trésorerie (-2 points).

Les perspectives d'évolution future de la trésorerie s'éclaircissent nettement ce trimestre (+8 points, soit 5 points au-dessus de sa moyenne historique).



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement confirment le ralentissement attendu en 2024. 50 % des dirigeants ont investi ou comptent investir cette année, une proportion en baisse sur le trimestre (-1 point) comme sur un an (55 % prévoient des investissements pour 2023 il y a un an).

Le motif environnemental au sens large est un peu moins cité comme destination de leurs dépenses d'investissement qu'aux trimestres précédents. 41 % des dirigeants des PME / TPE l'invoquent (soit -6 points par rapport au point haut de début d'année, mais toujours nettement supérieur au niveau observé pré pandémie).



ACCÈS AU CRÉDIT

La part de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'accès au crédit reste limitée, proche des moyennes observées avant pandémie, aussi bien en ce qui concerne le financement de l'exploitation courante (stable à 21 %) que celui des dépenses d'investissement (-1 point à 17 %).

PRINCIPAUX RÉSULTATS



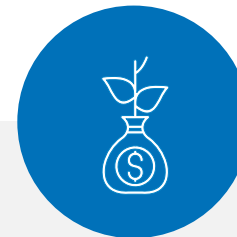
FREINS À LA CROISSANCE

Les difficultés de recrutement apparaissent comme le premier frein à la croissance (citées par 50 % des dirigeants), même si elles restent moins prégnantes qu'avant crise sanitaire (55 % en moyenne en 2019).

Les inquiétudes relatives à la demande (actuelle ou future) sont une préoccupation aussi importante, citées également par 50 % des dirigeants (stable sur le trimestre).

Les tensions sur les approvisionnements (prix, délais de livraison, etc.) s'atténuent encore un peu plus. 49 % des dirigeants déclarent y être confrontés (-3 points).

S'agissant des seules perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, notamment de fournisseurs étrangers, 31 % des dirigeants déclarent en avoir rencontrées depuis 2020. Parmi eux, 61 % (soit 19% des dirigeants) ont pris des mesures pour les contenir, notamment en augmentant leur niveau de stocks ou en diversifiant leurs chaînes d'approvisionnement.



FOCUS BESOINS D'INVESTISSEMENT

55 % des PME / TPE ont investi au cours des 3 dernières années, dont 16 % régulièrement.

La majorité des dirigeants estiment que les investissements réalisés ont été correctement proportionnés (61 % d'entre eux, 80 % parmi ceux ayant réalisé des investissements au cours des 3 dernières années). **12 % des dirigeants perçoivent en revanche un déficit d'investissement** et 2 % estiment à l'inverse avoir surinvesti. Les 25 % restants ne savent pas évaluer ex-post si le calibrage de leurs investissements était adéquat. **Une estimation de gap d'investissement suggère que celui-ci est plus important dans la digitalisation et robotisation, la R&D et innovation ou encore l'environnement. Il s'y est toutefois réduit par rapport à fin 2021** (là où il est resté stable pour l'ensemble des investissements). Il est le plus élevé dans l'intelligence artificielle.

La dynamique d'investissement se maintiendrait globalement à horizon 5 ans. 16 % des dirigeants prévoient d'accélérer leurs investissements contre 15 % de les ralentir et 36 % de les maintenir. La dynamique d'investissement est **plus porteuse dans la digitalisation et robotisation, la R&D et innovation ou encore l'environnement**, où le déficit d'investissement apparaît plus important. 36 % des dirigeants constatant un déficit d'investissement prévoient d'accélérer leurs investissements.

L'environnement économique est de loin le principal frein pesant sur les décisions d'investissement (le climat des affaires pour 59 % des dirigeants, la faiblesse de la demande anticipée pour 30 % d'entre eux), suivi par les contraintes de financement et le manque de compétences.



SOMMAIRE

- 1. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE**
- 2. FOCUS – BESOINS D'INVESTISSEMENT**
- 3. MÉTHODOLOGIE**
- 4. BPIFRANCE LE LAB, REXECODE**



1

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

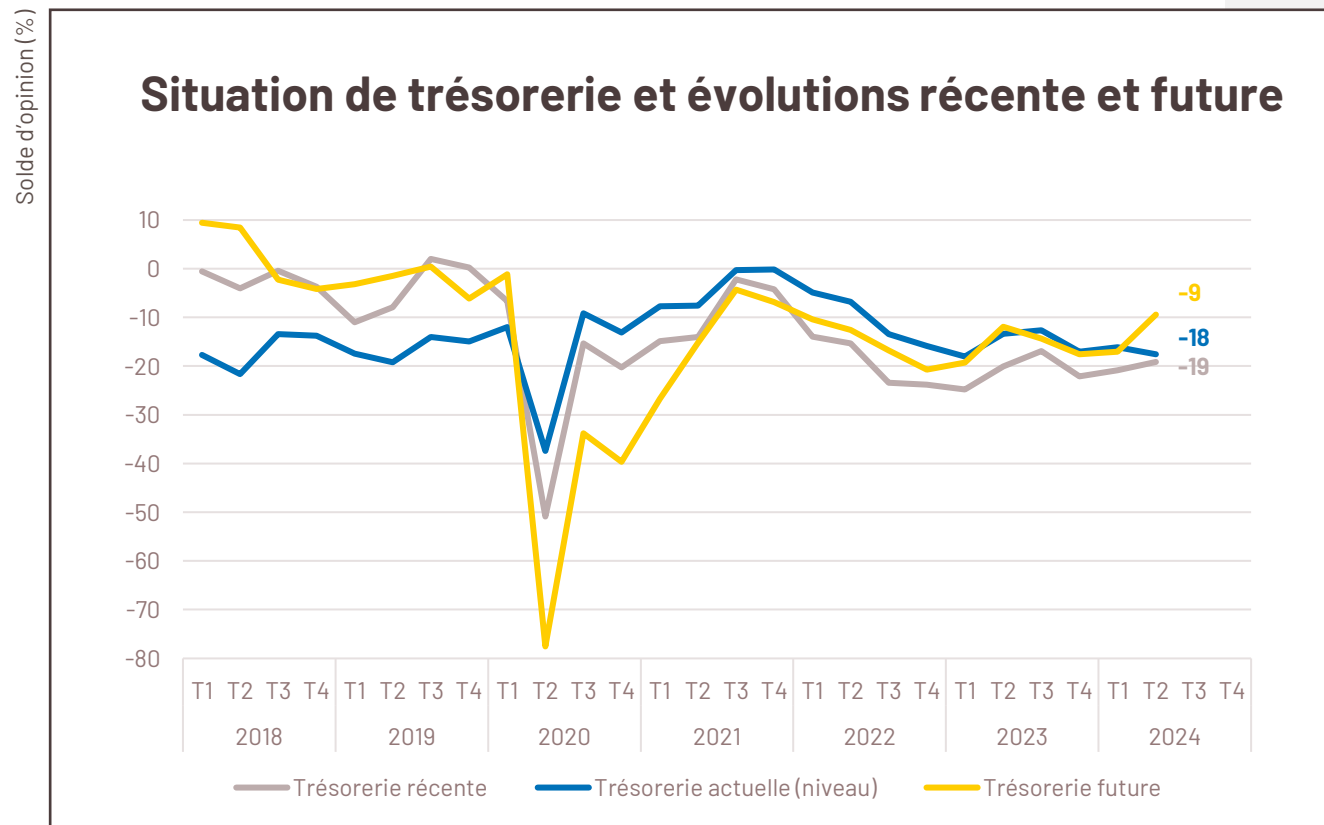
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution de la trésorerie de leur entreprise au cours des trois derniers mois continue de progresser ce trimestre. En hausse de 2 points à -19, il demeure toutefois nettement inférieur à sa moyenne historique (-13 sur 2018-2023). 12 % des dirigeants font part d'une amélioration de leur trésorerie (proportion stable) et 31 % d'une dégradation (-2 points).

Le jugement moyen sur la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE se dégrade en revanche quelque peu. Le solde d'opinion perd 2 points à -18 et s'éloigne ainsi de son niveau moyen historique (-13). 32 % des dirigeants de TPE/PME jugent leur trésorerie difficile, une proportion en légère hausse sur le trimestre (+1 point) et similaire à celle observée il y a 6 mois.

Les dirigeants se montrent bien plus optimistes s'agissant de l'évolution à venir de leur trésorerie. Le solde d'opinion sur les perspectives de trésorerie à trois mois grimpe de 8 points pour s'établir à -9 et dépasse ainsi nettement son niveau moyen historique (-14 sur 2018-2023). 23 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur trésorerie à court terme contre 29 % en février dernier.

DÉLAIS DE PAIEMENT

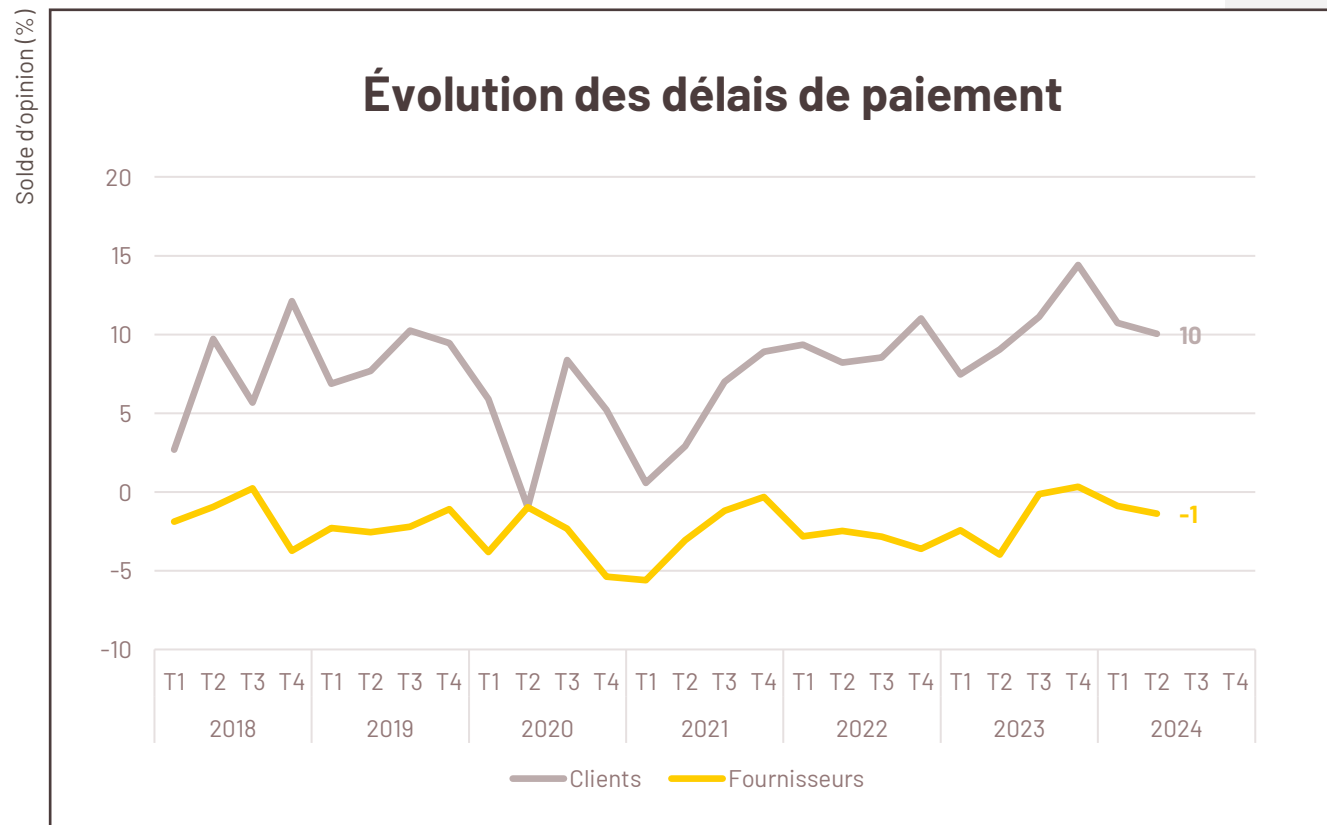


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des clients poursuit son recul après le point haut atteint fin 2023. En baisse d'un point à +10, il reste toutefois supérieur à son niveau moyen historique (+8 sur 2018-2023).

Celui relatif aux délais de paiement des fournisseurs est quasi stable à -1.

📉 **Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients diminuant tandis que celui relatif aux paiements des fournisseurs se stabilise, le « solde commercial »* subi par les PME / TPE s'améliore encore ce trimestre.**

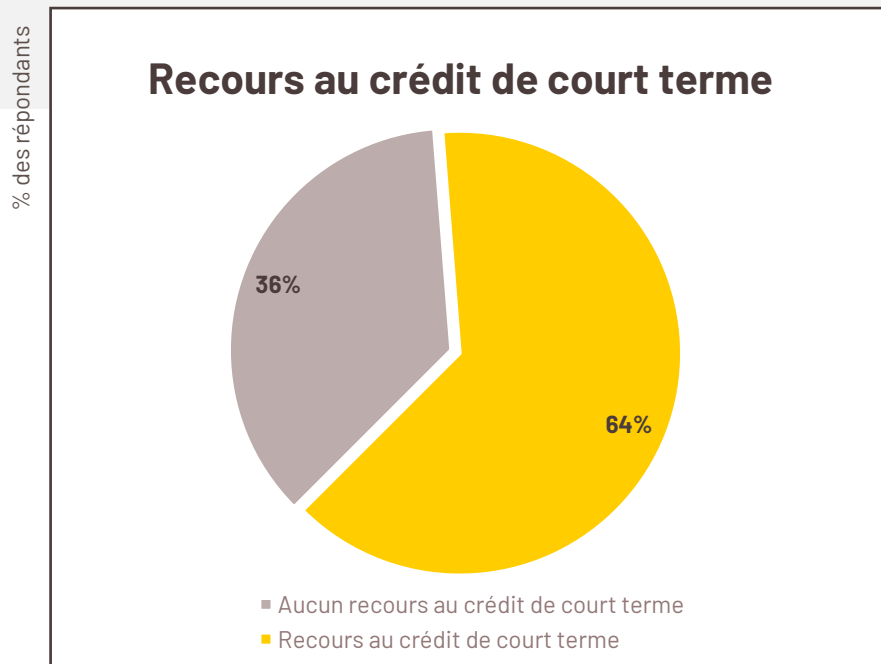
FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

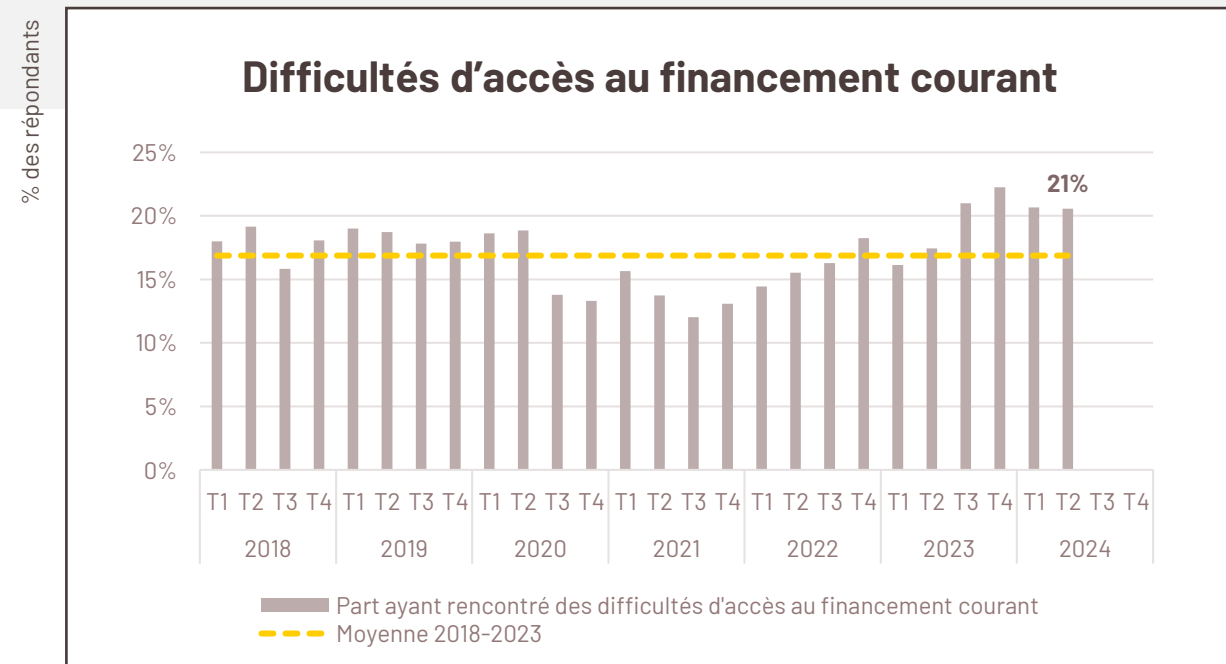
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

64 % des PME / TPE ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion un peu plus faible qu'en février dernier (-1 point) et sensiblement inférieure à sa moyenne d'avant pandémie (74 % sur la période T1 2018 - T4 2019).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 21 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion stable sur le trimestre et un peu supérieure à la moyenne d'avant pandémie observée pour cet indicateur (18 %).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

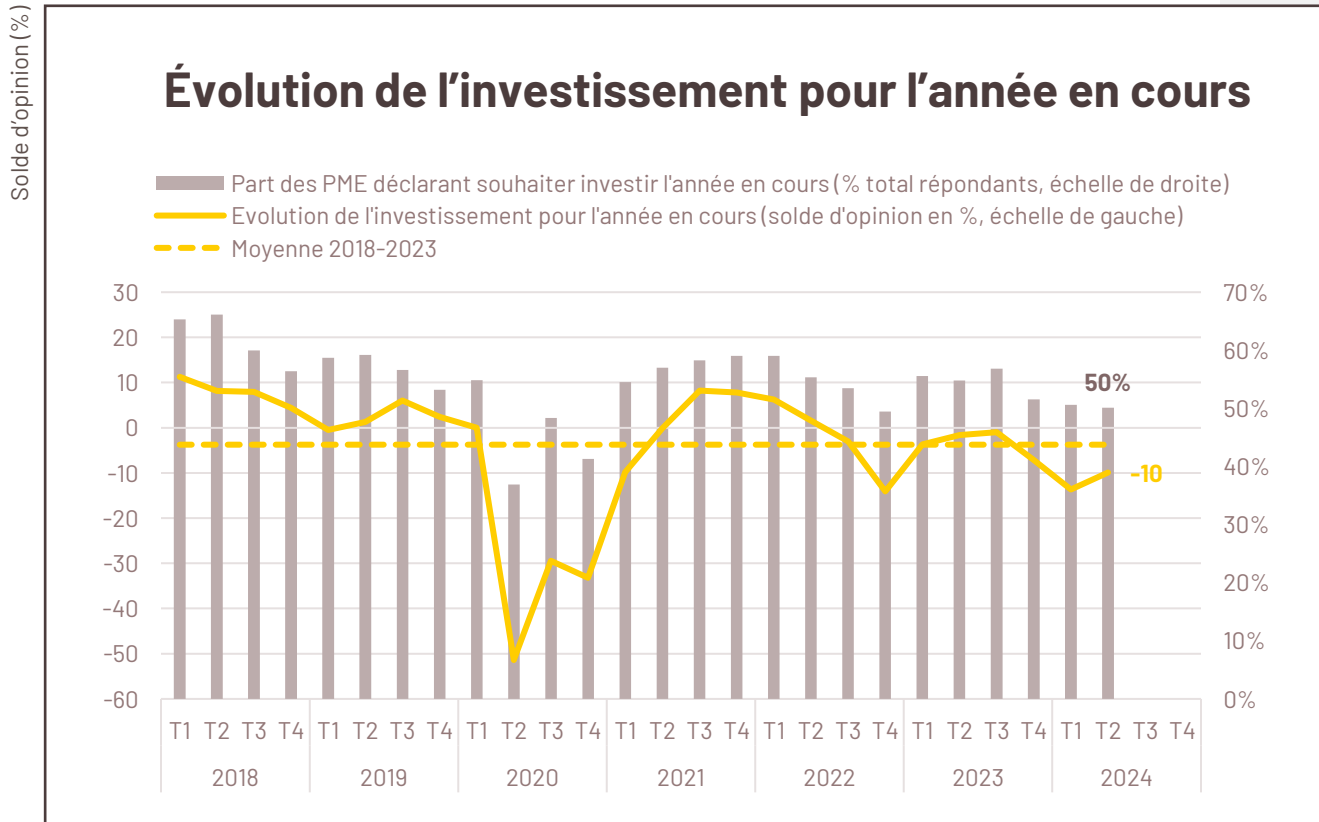


Comptez-vous investir cette année ?

- Oui
- Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- En hausse
- Stables
- En baisse



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 2^e trimestre 2024, 50 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2024, une proportion en légère baisse par rapport au trimestre précédent (51 %) et en fort recul sur un an (55 % au T2 2023, pour l'année 2023).

Le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis se redresse dans une certaine mesure. Il progresse de 4 points sur le trimestre après avoir atteint un point bas en février dernier mais affiche un recul de 8 points sur un an et demeure sensiblement inférieur à la moyenne observée avant la crise sanitaire (+5 sur la période T1 2018-T4 2019).

Dans le détail, 23 % des dirigeants de PME / TPE estiment que leurs dépenses d'investissement seront en hausse cette année (+1 point sur le trimestre, -5 points sur un an), tandis que 33 % prévoient de les réduire (-3 points sur le trimestre, +4 points sur un an).

👉 Selon la Banque de France*, l'investissement des entreprises en volume devrait se contracter légèrement en 2024 (-0,6 % prévu après +2,7 % en 2023).

*Voir « Projections macroéconomiques - mars 2024 », Banque de France

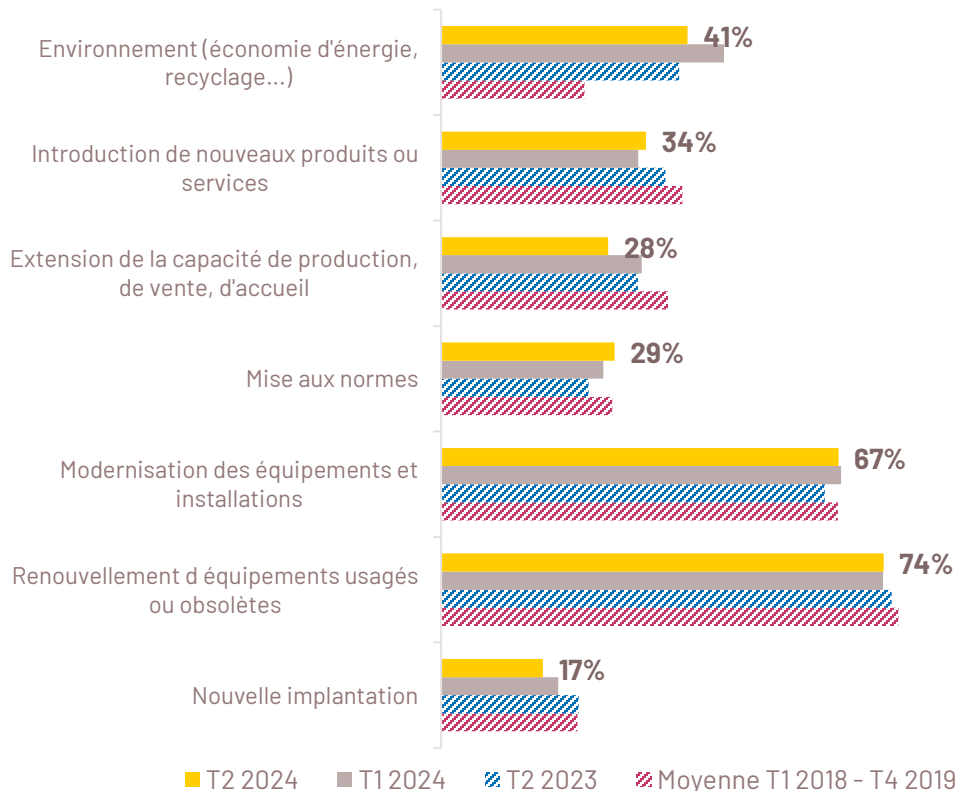
INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants

Principales destinations des investissements



Base : Répondants comptant investir en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le renouvellement et/ou la modernisation d'équipements et installations demeurent les principales destinations des dépenses d'investissement. Elles sont citées par respectivement 74 % et 67 % des dirigeants de PME / TPE prévoyant d'investir en 2024, des proportions stables par rapport au trimestre précédent.

Le motif environnemental (qui inclut l'objectif d'économie d'énergie) reste la 3^e destination des dépenses d'investissement mais recule ce trimestre. 41 % des chefs de PME / TME qui prévoient des investissements en 2024 comptent investir à ce titre, une proportion en nette baisse ce trimestre après le point haut atteint en février dernier (47 %) mais qui reste largement supérieure à celle observée en moyenne pré pandémie (24 % sur 2018-2019).

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services (citée par un tiers des dirigeants) et la mise aux normes (pour 29 % d'entre eux), tous deux en progression ce trimestre.

Les objectifs d'extension de la capacité de production et de nouvelle implantation diminuent assez nettement, sur le trimestre comme sur un an.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



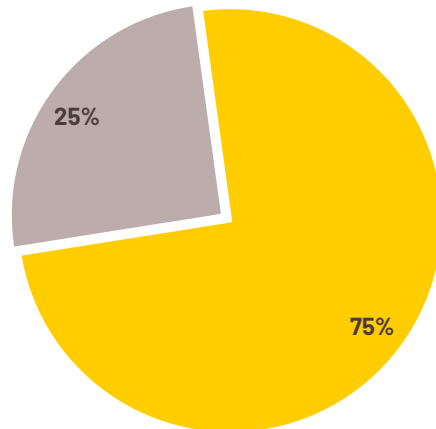
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

75 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2024 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion de nouveau en hausse sur le trimestre (+1 point, +3 points sur un an), mais toujours nettement inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).

% des répondants

Recours au crédit d'investissement



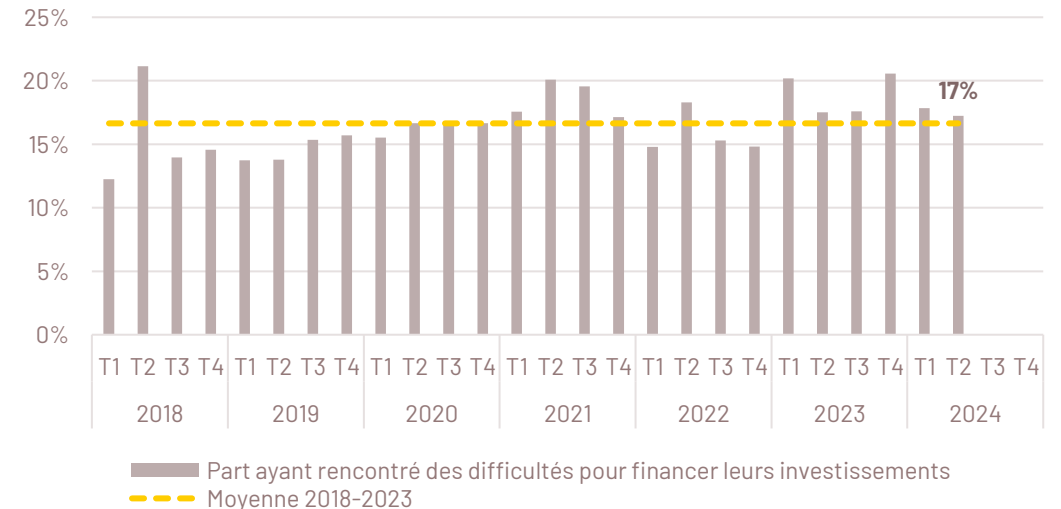
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **17 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en léger recul sur le trimestre comme sur un an (-1 point) et proche de sa moyenne pré-Covid (15 %).

% des répondants

Difficultés d'accès au crédit d'investissement

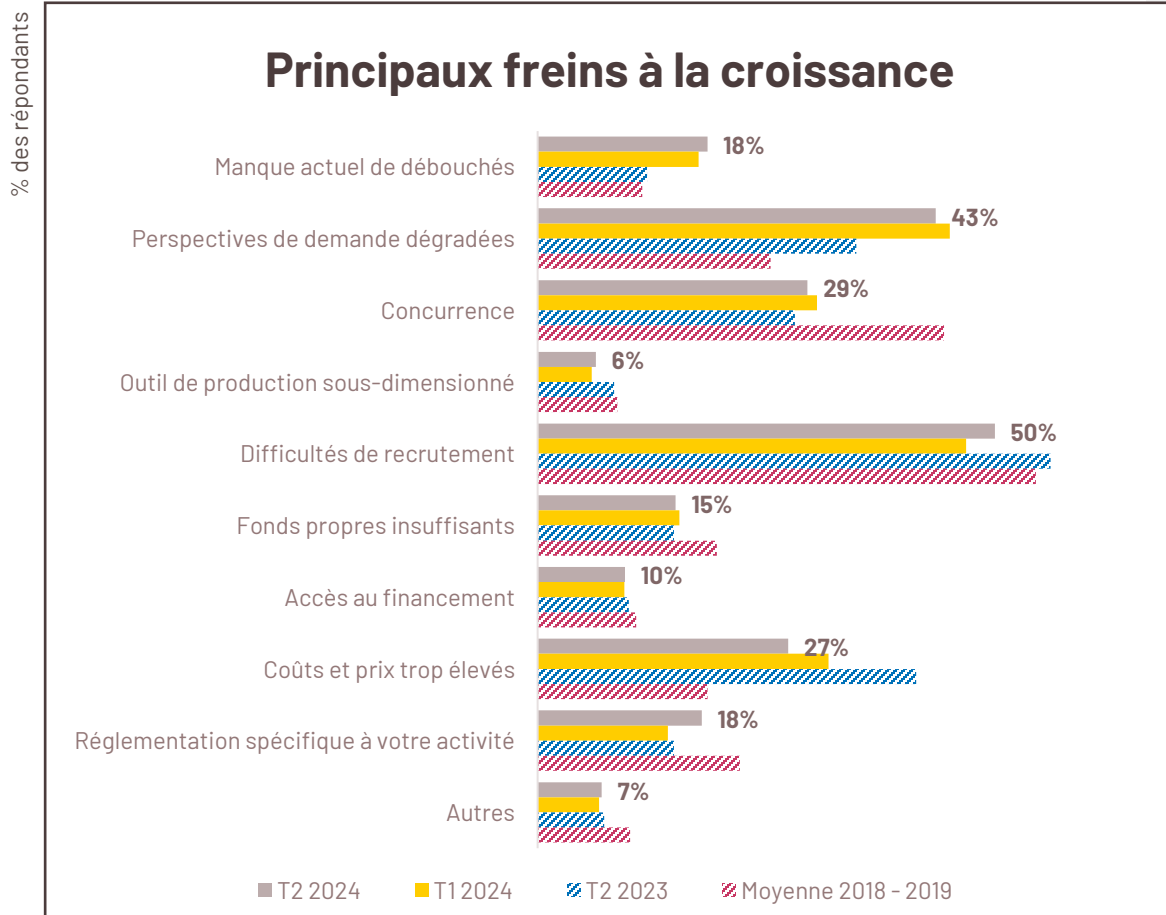


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les difficultés de recrutement apparaissent comme le premier frein à la croissance, cité par 50 % des dirigeants de PME / TPE. Cette proportion progresse ce trimestre (+3 points), après un net repli en début d'année (-6 points), mais reste inférieure à celle observée avant crise sanitaire, 54 % en moyenne sur 2018-2019).

Les perspectives de demande dégradées sont le deuxième frein le plus cité, par 43 % des dirigeants, soit -2 points sur le trimestre (après +2 points au trimestre précédent) et +9 points sur un an. Le manque actuel de débouchés continue pour sa part de progresser (+1 point sur le trimestre et +7 points sur un an, à 18 %). La part des PME/TPE ayant cité au moins l'un de ces deux freins se stabilise à 50 %, positionnant la contrainte de demande actuelle et future au même niveau que les difficultés de recrutement.

La concurrence redevient le 3^e frein à la croissance, mentionnée par 29 % des dirigeants, devant les coûts et prix trop élevés. Ces derniers sont perçus comme un frein par 27 % des dirigeants, une proportion en recul de 4 points sur le trimestre et de 14 points sur un an mais encore largement supérieure à sa moyenne pré-pandémie (18 %).

La réglementation spécifique à l'activité de l'entreprise apparaît un peu plus contraignante ce trimestre, considérée comme un frein par 18 % des PME / TPE (+4 points sur le trimestre, +3 points sur un an).

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT (1/2)



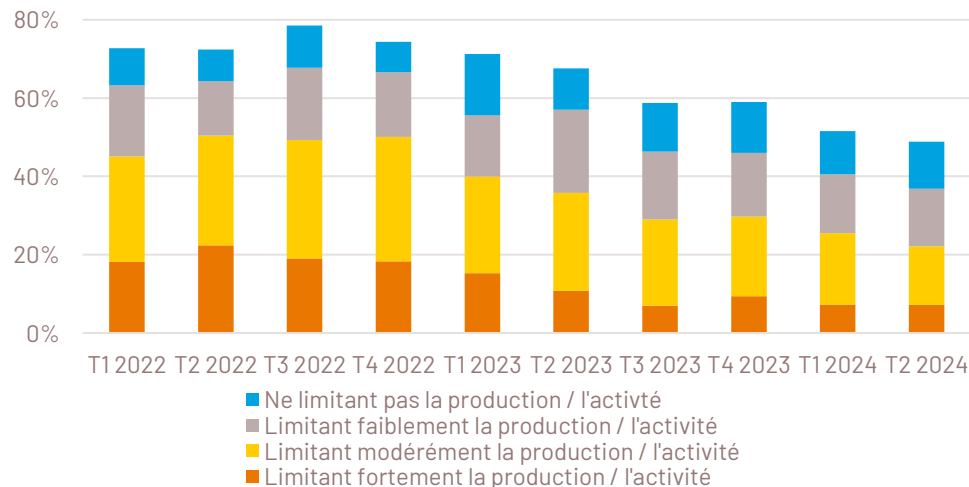
- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

49 % des répondants déclarent faire face à des difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts), une proportion en recul de 3 points sur le trimestre et 19 points sur un an. 28 % n'y sont pas confrontés (+5 points sur le trimestre) et 23 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement ou modérément leur activité diminue également, à 22 % (-3 points).

Part des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement

% des répondants

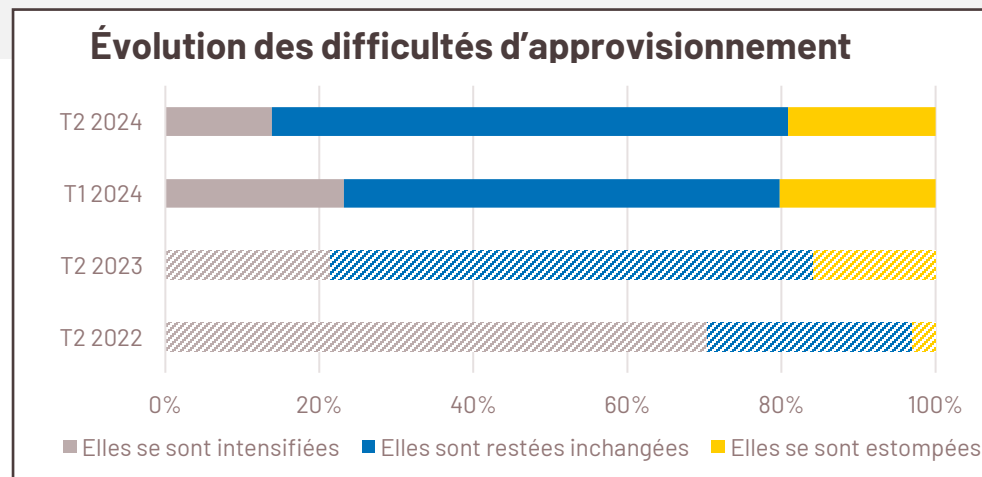


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **seuls 14 % considèrent qu'elles se sont intensifiées ces trois derniers mois**, soit une proportion en baisse de 9 points sur le trimestre. 19 % signalent à l'inverse un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois (-1 point) et 57 % considèrent qu'elles sont restées inchangées (+10 points).

32 % dirigeants de PME / TPE estiment que ces difficultés d'approvisionnement se seront résorbées d'ici un an (-5 points) et 32 % jugent l'horizon plus lointain (+2 points). 36 % sont incertaines sur cet horizon.

Évolution des difficultés d'approvisionnement



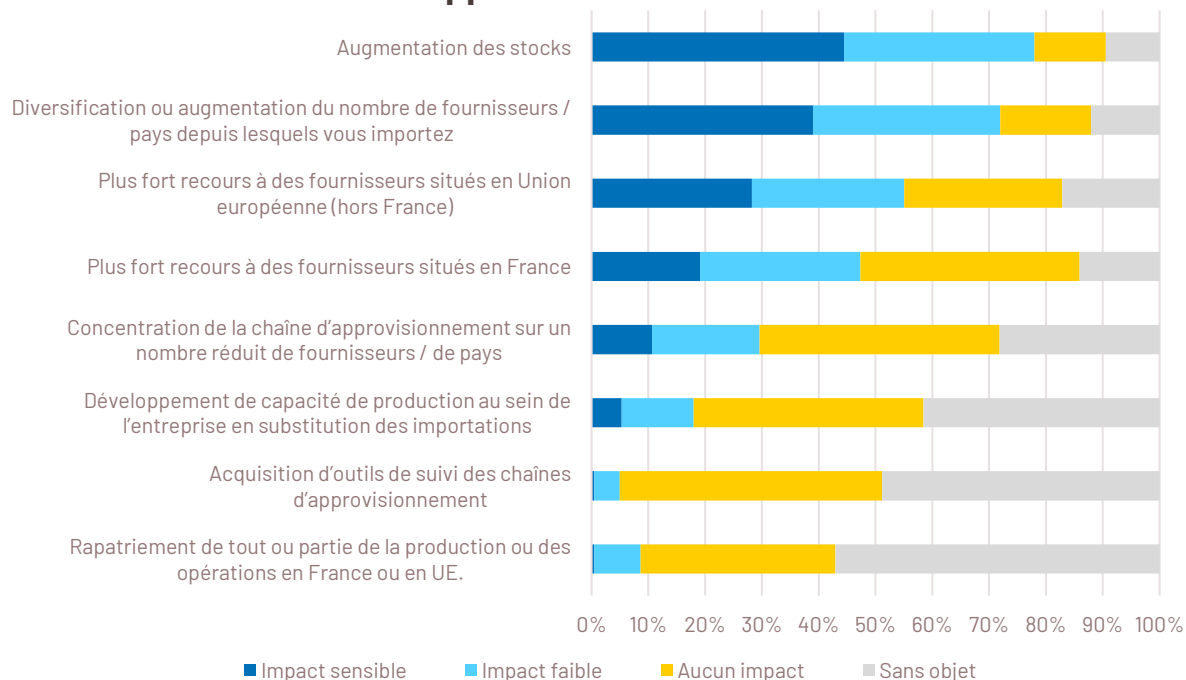
Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT (2/2)



- Depuis 2020, avez-vous été confronté à des difficultés d'approvisionnement / perturbations dans vos chaînes de fournisseurs étrangers ?
- Avez-vous pris des mesures (diversification des fournisseurs, augmentation des stocks etc.) en réaction à ces difficultés d'approvisionnement / perturbations dans vos chaînes de fournisseurs étrangers depuis 2020 ?
- Les mesures ci-dessous ont-elles aidé votre entreprise à résoudre les difficultés d'approvisionnement / perturbations dans vos chaînes de fournisseurs étrangers depuis 2020 ?

Impact des mesures prises pour faire face aux difficultés d'approvisionnement



31 % des dirigeants ont rencontré des difficultés d'approvisionnement (allongement des délais de livraison, pénurie) ou des perturbations sur leurs chaînes de fournisseurs étrangers depuis 2020. Parmi eux, 61 % ont pris des mesures pour les contenir (soit 19% de l'ensemble des dirigeants).

Parmi ces mesures, l'augmentation des stocks et la diversification des fournisseurs sont celles qui ont le plus aidé les dirigeants à limiter ces difficultés d'approvisionnement. Respectivement 78 % et 72 % d'entre eux estiment qu'elles ont permis de réduire les perturbations rencontrées (sensiblement pour environ 40 % des dirigeants). À l'inverse, resp. 13 et 16 % des dirigeants jugent nul l'impact de ces deux mesures (les 9 à 12 % restants n'étant pas concernés par ces mesures).

L'augmentation du recours à des fournisseurs plus proches géographiquement (France ou UE) est également largement mis en avant. Près de la moitié des dirigeants ayant pris des mesures jugent qu'elles ont contribué à réduire leurs difficultés d'approvisionnement.

D'autres actions, telles que la concentration des chaînes de fournisseurs, le développement de la capacité de production en interne ou encore le rapatriement de la production en France ou en Europe ont été moins sollicitées, et une faible proportion de dirigeants évalue un impact positif sur la réduction des perturbations des chaînes de valeur (et notamment plus faible que la proportion jugeant leur impact nul).

Base : Dirigeants ayant mis en place des mesures pour faire face aux difficultés d'approvisionnement rencontrées
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



2

FOCUS - BESOINS D'INVESTISSEMENT

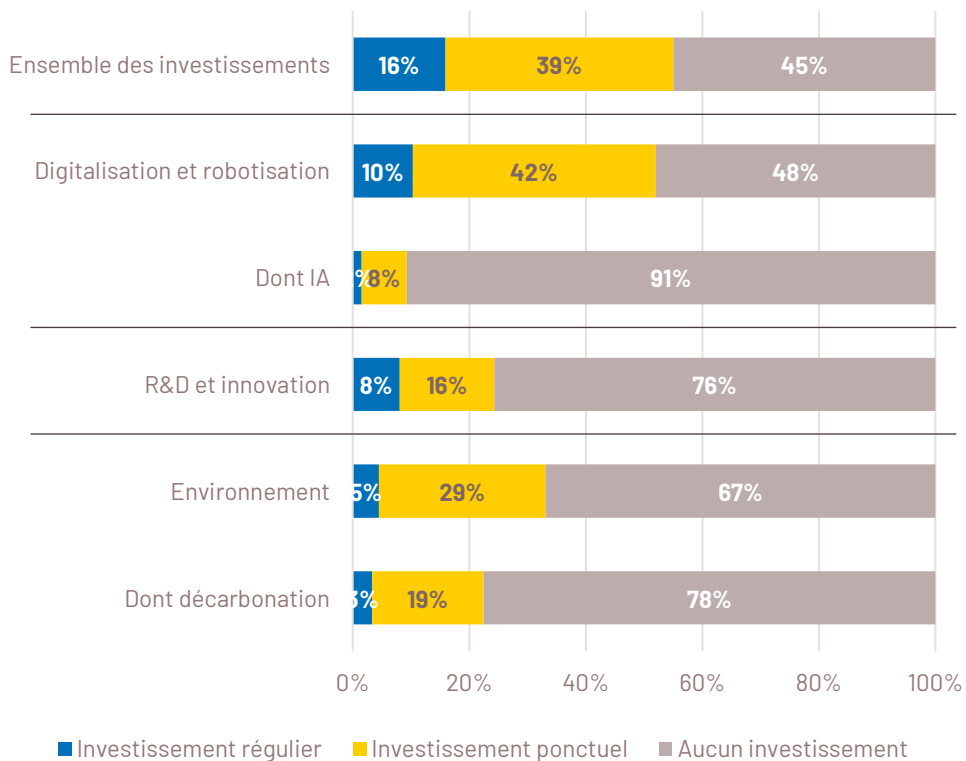
INVESTISSEMENTS RÉALISÉS



Avez-vous réalisé des investissements au cours des trois dernières années ?

% des répondants

Investissements réalisés au cours des 3 dernières années



55 % des PME / TPE déclarent avoir investi au cours des trois dernières années. 16 % ont investi régulièrement (soit chacune des 3 dernières années) et 39 % ont investi ponctuellement. 45 % n'ont à l'inverse réalisé aucun investissement sur cette période.

Une majorité a réalisé des investissements en digitalisation et robotisation (52 % des PME / TPE contre 55 % pour l'ensemble des investissements). Elles ne sont que 9 % à avoir investi dans l'intelligence artificielle (IA) spécifiquement (dont 2 % de manière régulière).

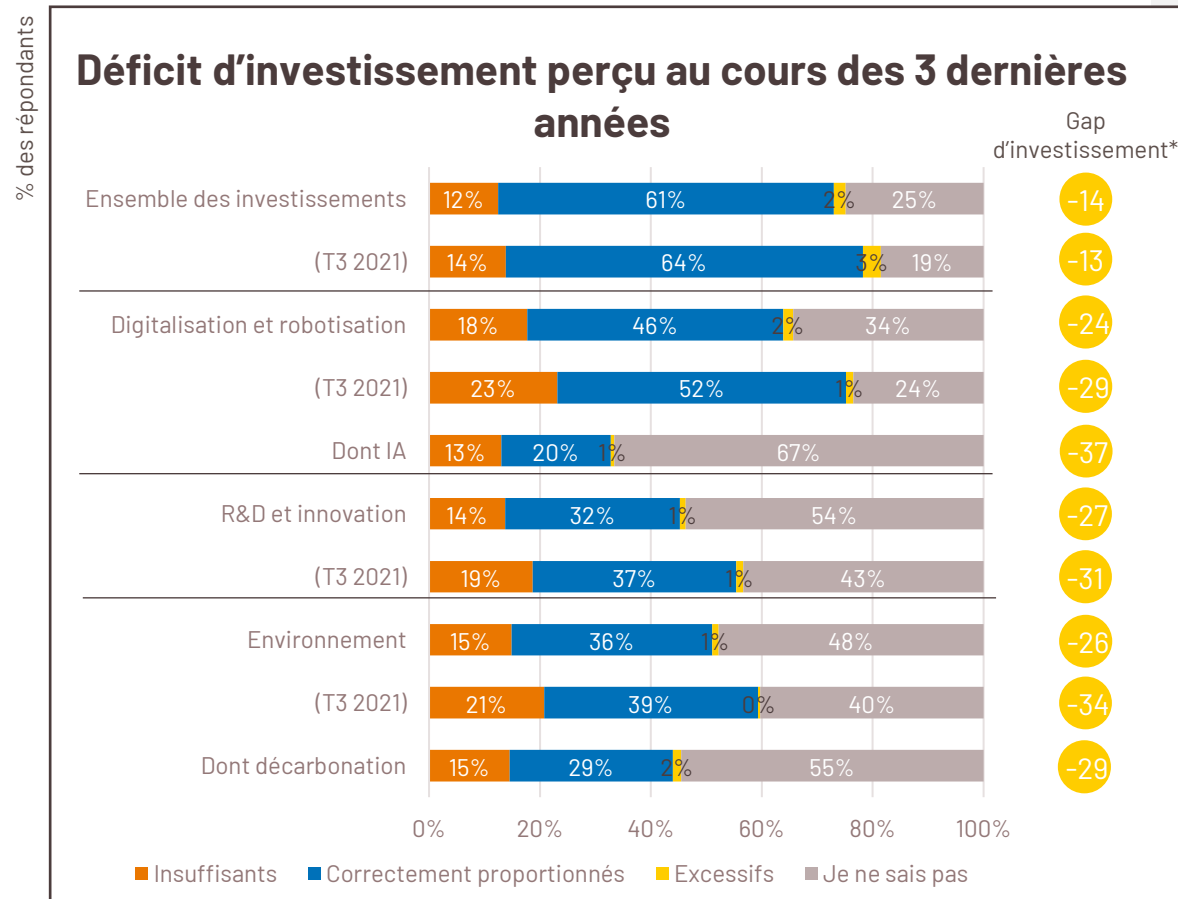
Près d'un quart des PME / TPE (24 %) ont investi dans la recherche et développement et/ou l'innovation.

Un tiers des PME / TPE (33 %) ont investi au titre de l'environnement, notamment à travers des investissements visant la décarbonation de leur entreprise pour 22 % des dirigeants.

CALIBRAGE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PASSÉES



Estimez-vous que les investissements que vous avez réalisés au cours des trois dernières années ont été excessifs / insuffisants / correctement proportionnés ?



61 % des PME / TPE estiment que les investissements réalisés sur les 3 dernières années ont été correctement calibrés, une proportion en légère baisse depuis l'été 2021 (64 %). Cette proportion grimpe à 80 % chez les dirigeants ayant investi au cours des 3 dernières années. **12 % les jugent insuffisants** (-2 points) tandis que 2 % estiment avoir surinvesti (-1 point). La part de ceux qui ne savent pas évaluer ex-post si le calibrage de leurs investissements était adéquat progresse à 25 % (contre 19 % à l'été 2021, 5 % parmi ceux ayant investi).

S'agissant des investissements en R&D et innovation, environnementaux ou visant la digitalisation et robotisation, la proportion de dirigeants ne sachant pas évaluer si leurs investissements étaient correctement proportionnés ou ne se sentant pas concernés est nettement plus grande que pour les investissements totaux, en particulier sur l'intelligence artificielle (67 %). Pour autant, **le gap d'investissement* y est plus important que pour l'ensemble des investissements**. Il s'est toutefois amélioré depuis 3 ans là où il est resté stable pour l'ensemble des investissements. Le gap d'investissement est le plus élevé dans l'intelligence artificielle.

👉 Ces résultats sont proches de ceux observés il y a 3 ans, avec une proportion de dirigeants ne sachant pas se prononcer beaucoup plus élevée, quel que ce soit le type d'investissement.

* (Dirigeants rapportant un excédent - ceux rapportant un déficit) / (répondants hors « je ne sais pas ») *100

Base : Ensemble des répondants

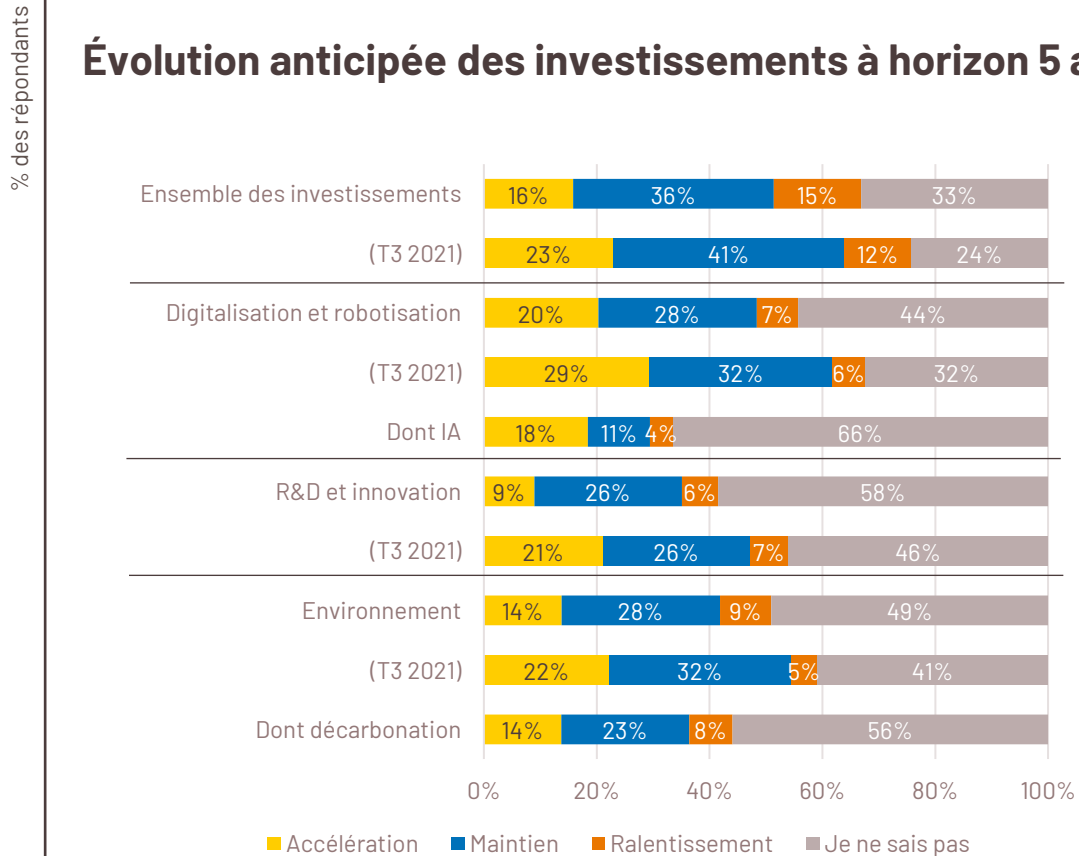
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENT



À horizon 5 ans, comment pensez-vous faire évoluer vos investissements ?

Évolution anticipée des investissements à horizon 5 ans



La dynamique d'investissement se maintiendrait globalement à horizon 5 ans. La proportion de dirigeants prévoyant d'accélérer leurs dépenses d'investissement (16 %) est similaire à celle prévoyant de les ralentir (15 %), 36 % prévoyant de conserver leur rythme de dépenses actuel. Un tiers des dirigeants sont incertains.

Dans un contexte économique peu porteur où la dynamique d'investissement s'essouffle, **les dirigeants sont moins optimistes qu'il y a 3 ans sur l'évolution future de leurs dépenses d'investissement**, puisque 23 % d'entre eux anticipaient alors une accélération de leurs dépenses contre 12 % un ralentissement. L'incertitude sur l'évolution anticipée est plus élevée, quel que ce soit le type d'investissement.

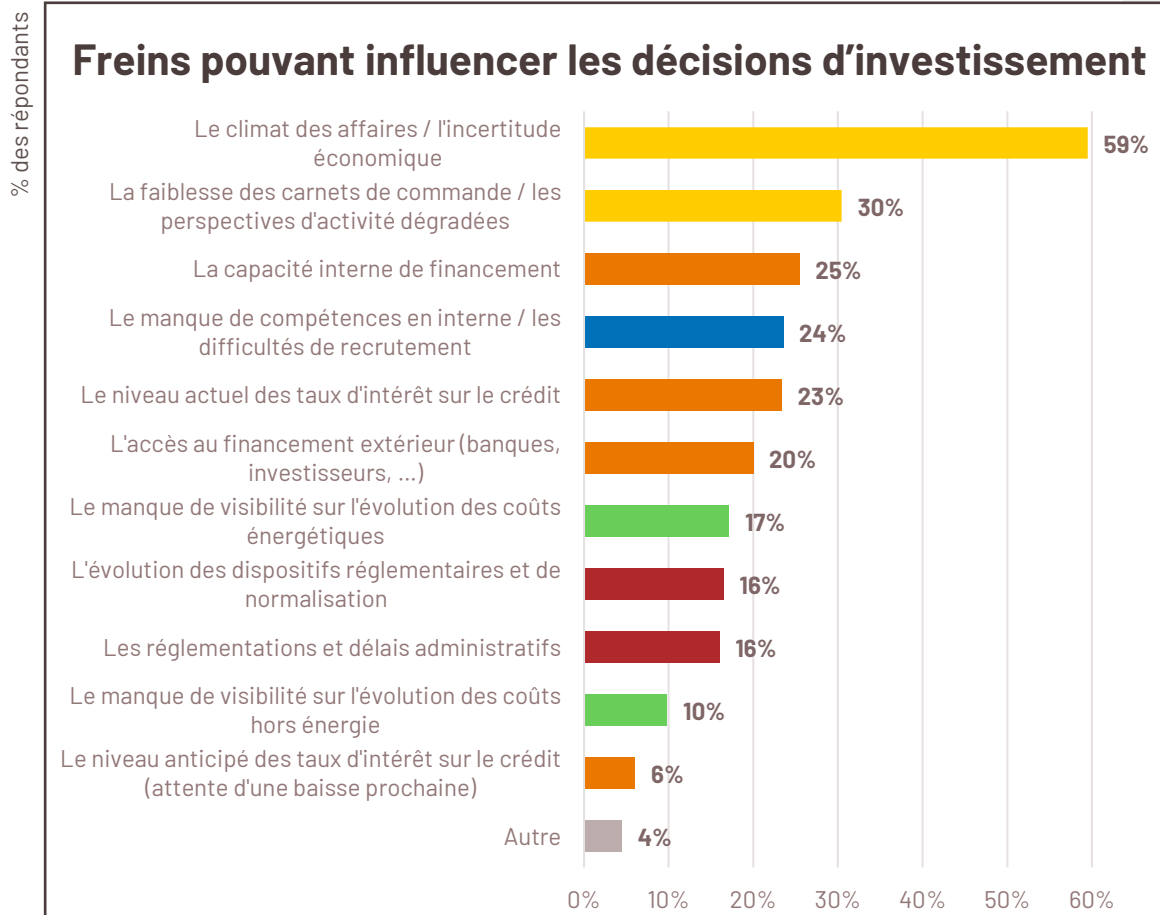
Parmi ceux qui perçoivent un déficit d'investissement au cours des 3 dernières années, 35 % comptent accélérer leurs investissements pour le combler (contre 8 % anticipant de les ralentir et 24 % de maintenir la dynamique actuelle).

Les investissements en R&D et innovation, environnementaux ou visant la digitalisation et robotisation connaîtraient une dynamique plus porteuse : la part des dirigeants comptant accélérer leurs investissements y est systématiquement plus élevée que celle prévoyant de les ralentir. C'est particulièrement le cas dans l'intelligence artificielle (18 % prévoient une accélération contre 4 % un ralentissement), où l'incertitude est par ailleurs la plus forte (66 % ne savent pas se prononcer).

FREINS À L'INVESTISSEMENT (1/2)



Quels sont actuellement les principaux freins pouvant influencer vos décisions d'investissement ?
(3 réponses possibles maximum)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Sans surprise, l'environnement économique est le principal frein pesant sur les décisions d'investissement. Les incertitudes économiques et le climat des affaires sont cités comme un frein par 59 % des dirigeants et la faiblesse de la demande (actuelle ou future) par 30 % d'entre eux. C'était déjà le principal frein remonté par les dirigeants il y a 3 ans.

Les contraintes de financement influencent également fortement les décisions d'investissement, qu'il s'agisse de la capacité interne de financement (citée par 25 % des dirigeants), du niveau actuel des taux d'intérêt (23 %) ou encore de l'accès au financement externe (20 %).

Le manque de compétences (en interne et en externe en cas de difficultés à recruter) affecte les décisions d'investissement de près d'une PME sur quatre (24 %). Il semble être un frein plus puissant qu'il y a 3 ans, alors que 17 % des dirigeants le citaient comme tel, loin derrière la capacité interne de financement insuffisante (27 % alors).

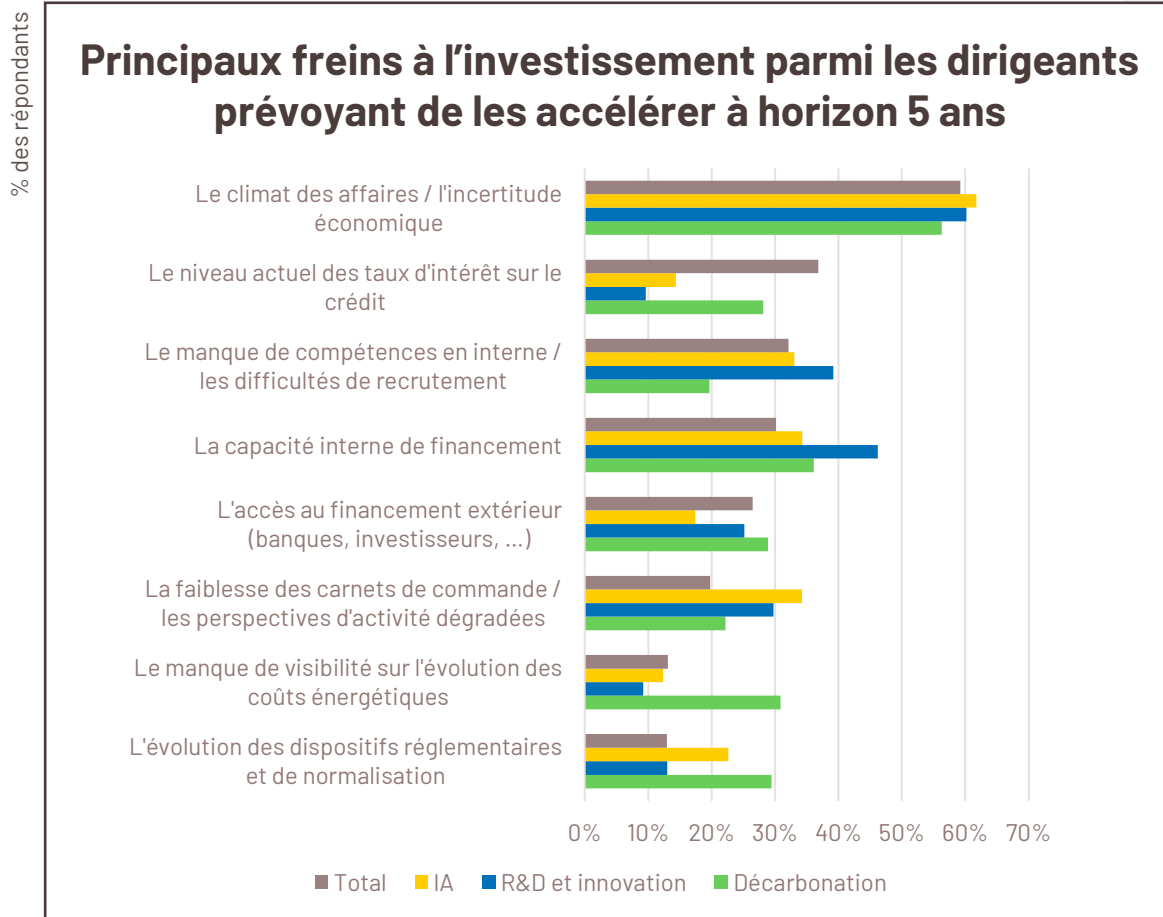
Dans un contexte de crise énergétique récente, avec des prix de l'énergie qui restent supérieurs aux niveaux observés avant crise, le manque de visibilité sur l'évolution des coûts énergétiques pèse sur les décisions d'investissement de 17 % des PME / TPE.

Les contraintes réglementaires, et notamment leur instabilité, viennent ensuite mais constituent aussi un frein significatif.

FREINS À L'INVESTISSEMENT (2/2)



Quels sont actuellement les principaux freins pouvant influencer vos décisions d'investissement ?
(3 réponses possibles maximum)



Les freins varient selon la dynamique d'investissement anticipée et les types d'investissement. Le climat des affaires apparaît systématiquement comme le principal frein aux décisions d'investissement, quelles que soient les perspectives d'investissement et la destination des investissements.

Les dirigeants prévoyant de ralentir leurs investissements et ceux qui sont incertains sont davantage freinés dans leurs décisions d'investissement par la faiblesse anticipée de la demande (35 à 38 % contre 20% des dirigeants prévoyant d'accélérer leurs investissements). Ceux qui comptent accélérer leurs investissements citent le niveau actuel des taux d'intérêt et le manque de compétences comme les principaux freins influençant leurs décisions d'investissement (après le climat des affaires).

On s'intéresse ensuite à la nature des freins selon les destinations d'investissement. Au-delà du facteur d'incertitude économique commun à tous les types d'investissement, **la capacité interne de financement et le manque de compétences sont les principaux freins remontés par les dirigeants prévoyant d'accélérer leurs investissements en R&D et innovation.** Dans l'IA, les perspectives de demande dégradées influencent fortement les décisions d'investissement. Le manque de visibilité sur l'évolution des coûts énergétiques est un frein logiquement plus puissant aux investissements visant la décarbonation des entreprises, de même que le niveau actuel des taux d'intérêt. L'évolution des dispositifs réglementaires contraint plus fortement les investissements dans l'intelligence artificielle et ceux visant la décarbonation.

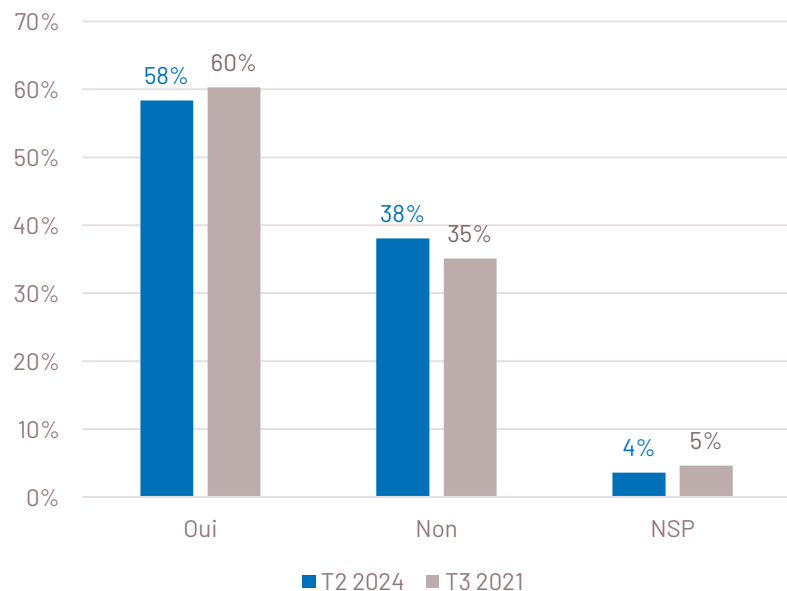
ADÉQUATION DU NIVEAU DE FONDS PROPRES



Estimez-vous que le niveau des fonds propres de votre entreprise est suffisant compte tenu des projets de développement de votre entreprise ?

% des répondants

Appréciation du niveau de fonds propres



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

58 % des dirigeants jugent le niveau des fonds propres de leur entreprise suffisant compte tenu des projets de développement de leur entreprise, une proportion en légère baisse depuis l'été 2021 (-2 points).

38 % le jugent en revanche insuffisant (+3 points) et 4 % ne connaissent pas le niveau des fonds propres de leur entreprise ou ne sont pas familiers avec cette notion.

L'insuffisance de fonds propres reste toutefois un frein minoritaire, cité par 15 % des dirigeants comme l'un des trois principaux freins à la croissance de leur entreprise (cf. page 11), une proportion quasi stable depuis deux ans et inférieure à sa moyenne pré-pandémie (20 % sur la période T1 2018-T4 2019).



3

MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **3 265** dirigeants de PME/TPE du **15 au 25 avril 2024**.
L'analyse en première partie porte sur les **946** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **932** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de **250** salariés et réalisant moins de **50 M€ de chiffre d'affaires**.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les besoins d'investissement) comporte **10 questions** autour de **trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») - (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») - (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



4

AU SUJET DE... BPIFRANCE LE LAB ET REXECODE



Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

www.lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

